

Alors que le gouvernement projette d'instaurer un Service national universel (SNU) obligatoire, Animafac rappelle que l'engagement est et doit rester une démarche volontaire. On vous en explique les raisons dans cet article !

Créé en 1996, Animafac est le réseau national des associations étudiantes. Au-delà de la promotion du fait associatif dans les établissements d'enseignement supérieur, le réseau a pour ambition de **faciliter et de défendre les nombreuses formes d'engagement des jeunes**. Nous sommes notamment engagé·e·s sur la question du service civique depuis sa création.

Chaque année, nous permettons à plusieurs centaines d'associations étudiantes d'accueillir en leur sein un·e engagé·e en service civique afin que ce·tte dernier·ère participe à leurs projets et à leurs actions d'intérêt général. Nous donnons à l'ensemble de ces volontaires engagé·e·s en service civique l'opportunité de **découvrir de nouvelles idées, faire des rencontres qui enrichiront leur parcours, et expérimenter la citoyenneté** par le prisme qu'ils et elles ont choisi.

Un engagement libre et non contraint

Que ce soit la végétalisation d'un campus, la mise en place d'ateliers de cuisine ou de réparation de matériel, l'intégration d'étudiants internationaux ou la lutte contre le harcèlement de rue, tous ces projets ont un point commun : **ils ont émergé de manière libre et non contrainte**. C'est ce qui leur donne toute leur signification.

Le réseau Animafac est constitué de plusieurs milliers d'associations créées, composées et dirigées par des jeunes qui font vivre l'engagement et la citoyenneté partout sur le territoire. Elles sont autant de preuves que les jeunes s'engagent de leur propre volonté, sans qu'on leur demande.

Pour nous, s'engager, c'est **expérimenter, rencontrer, partager, innover et créer tout en ayant le droit de se tromper**. La définition de l'engagement est par essence propre à chacun.e et peut prendre différentes formes. Parfois, et même souvent, on s'engage sans le savoir.

Le Service National Universel (SNU) proposé par l'exécutif peut avoir de quoi séduire. Les discours sur une jeunesse désengagée et en perte de repères ont le vent en poupe. Depuis plusieurs décennies, quelque chose a changé : si l'engagement est toujours aussi présent, il s'agit moins aujourd'hui d'adhérer à une structure de façon totale et permanente que de défendre une cause ou de porter des projets au jour le jour, ponctuellement et sans attachement spécifique. **Ce qui peut être perçu par certain·e·s comme une disparition de l'engagement** avec la suspension du service militaire, la diminution des adhésions aux partis politiques et aux organisations syndicales, **n'est en réalité qu'une mutation de celui-ci**.

On annonce un Service National Universel obligatoire. **L'engagement est un choix qui se construit pas à pas par les idées, les convictions et les envies que chacun·e se forge**. Tout doit être fait pour faciliter, aider et inciter les jeunes à s'engager. Davantage qu'un moment à passer, qu'un rituel d'entrée dans la citoyenneté, l'engagement est un fil rouge, un parcours, qui évoluera tout au long de la vie.

La mixité sociale ne se décrète pas

L'idée selon laquelle les jeunes doivent rendre service à la nation pour se sentir concerné·e·s par un destin commun nous semble vaine. Une citoyenneté plus forte, une mixité sociale plus grande se traduit par la perception de ce que la nation nous apporte, de ce que nous retirons du fait de vivre ensemble, dans un intérêt commun.

La mixité sociale ne se décrète pas et ne se crée pas en quelques semaines ou même quelques mois. C'est au sein de l'école de la République, gratuite, laïque et obligatoire, que tout peut être mis en place, que tout peut être fait pour créer une réelle mixité et offrir à toutes et à tous la possibilité de s'engager sans distinction d'aucune sorte.

La favorisation de la mixité sociale ne peut pas se faire par un seul levier. S'il s'agit d'une préoccupation majeure du gouvernement, elle doit être prise en compte par toutes les politiques publiques, et non uniquement par les plus médiatiques.

Valoriser l'engagement peut se faire sans contrainte : en donnant plus de moyens aux dispositifs existants comme le service civique, en investissant davantage dans les associations ou en faisant la promotion d'initiatives socialement innovantes. Le budget que le gouvernement compte allouer au Service National Universel nous apprend qu'il existe donc bel et bien une enveloppe pour la jeunesse. Et que celle-ci pourrait, si la puissance publique le souhaitait, **permettre d'inciter chacun·e à s'engager en respectant les sensibilités, les idées et les parcours de tou·te·s, et surtout en s'abstenant de contraindre.**

Le réseau Animafac a une spécificité, c'est l'expérimentation, la possibilité de lancer un projet quelques jours après en avoir eu l'idée, puis de recommencer. Cette spécificité se retrouve dans chacune de nos actions, elle est au cœur de tout ce que nous portons. Par conséquent, nous ne pouvons soutenir un dispositif qui enlève aux jeunes la possibilité de faire autrement et qui ne leur reconnaît aucune capacité de choix dans la construction de leur parcours d'engagement. **L'obligation n'est pas une solution.**